

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

17 juin 2021

PROPOSITION DE LOI

**modifiant l'arrêté royal
du 25 novembre 1991 portant
réglementation du chômage, afin de
supprimer la dégressivité
des allocations de chômage durant le repos
de maternité des femmes enceintes**

AVIS DE LA COUR DES COMPTES

Voir:

Doc 55 **1871/ (2020/2021):**

001: Proposition de loi de Mmes Cornet et Willaert.
002: Avis du Conseil d'État.

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

17 juni 2021

WETSVOORSTEL

**tot wijziging van het koninklijk besluit
van 25 november 1991 houdende
de werkloosheidsreglementering, teneinde
voor zwangere vrouwen de degressiviteit van
de werkloosheidsuitkeringen op te schorten
tijdens het zwangerschapsverlof**

ADVIES VAN HET REKENHOF

Zie:

Doc 55 **1871/ (2020/2021):**

001: Wetsvoorstel van de dames Cornet en Willaert.
002: Advies van de Raad van State.

04899

N-VA	: Nieuw-Vlaamse Alliantie
Ecolo-Groen	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
PS	: Parti Socialiste
VB	: Vlaams Belang
MR	: Mouvement Réformateur
CD&V	: Christen-Democratisch en Vlaams
PVDA-PTB	: Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique
Open Vld	: Open Vlaamse liberalen en democraten
Vooruit	: Vooruit
cdH	: centre démocrate Humaniste
DéFI	: Démocrate Fédéraliste Indépendant
INDEP-ONAFH	: Indépendant - Onafhankelijk

Abréviations dans la numérotation des publications:		Afkorting bij de numering van de publicaties:	
DOC 55 0000/000	Document de la 55 ^e législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi	DOC 55 0000/000	Parlementair document van de 55 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV	Compte Rendu Analytique	CRABV	Beknopt Verslag
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
PLEN	Séance plénière	PLEN	Plenum
COM	Réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	Moties tot besluit van interpellaties (beigekleurig papier)



Avis relatif à la proposition de loi visant à supprimer la dégressivité des allocations de chômage durant le repos de maternité (DOC 55K1871)





1. Demande d'avis

En application de l'article 79, alinéa 1^{er}, du règlement de la Chambre, la commission des Affaires sociales, de l'Emploi et des Pensions a demandé le 7 mai 2021 à la Cour des comptes d'estimer l'incidence budgétaire de la *proposition de loi du 18 mars 2021 modifiant l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage, afin de supprimer la dégressivité des allocations de chômage durant le repos de maternité des femmes enceintes* (DOC 55 1871/001).

2. Situation actuelle

Conformément à l'article 114 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage (ci-après, l'« arrêté chômage »), le montant journalier de l'allocation de chômage du chômeur complet est fixé, entre autres, en fonction de la durée du chômage.

La durée du chômage est exprimée en périodes d'indemnisation qui sont subdivisées en phases. Selon la catégorie familiale à laquelle le chômeur appartient, le montant de l'allocation diminue au fil du temps. Par exemple, la dégressivité est plus rapide pour les cohabitants sans charge de famille.

La phase ou la phase intermédiaire de la période d'indemnisation est toutefois prolongée dans un certain nombre de situations décrites à l'article 116, § 2, de l'arrêté chômage. C'est le cas, entre autres, lors d'une reprise du travail à temps plein temporaire d'au moins trois mois ou d'une reprise d'études de plein exercice, mais pas lors d'un repos de maternité.

3. Proposition de loi

Selon la proposition de loi, il doit être mis fin à une discrimination contenue dans la réglementation actuelle : la dégressivité des allocations de chômage continue à courir durant le repos de maternité de 15 semaines (à savoir le repos de maternité avant la naissance et le repos postnatal), alors que la personne au chômage ne peut être considérée comme étant disponible sur le marché de l'emploi pendant ce repos.

À cet effet, il est ajouté à l'article 116, § 2, de l'arrêté chômage que la phase ou la phase intermédiaire de la période d'indemnisation dans laquelle se trouve la personne au chômage est prolongée de la durée du repos de maternité, ou plus précisément de la période pendant laquelle l'intéressée bénéficie d'une indemnité de maternité.

La proposition prévoit que la loi entrerait en vigueur le jour de sa publication au Moniteur belge.

4. Projet d'arrêté royal

La Cour des comptes constate qu'il existe un projet d'arrêté royal dont le contenu est similaire à la proposition de loi. Le ministre du Travail a soumis ce projet le 24 mars 2021 à l'avis de l'Office national de l'emploi (Onem). Le projet prévoit que la période d'indemnisation sera prolongée de la durée du repos de maternité pour les demandes d'allocations postérieures au 30 juin 2021.

Le 1^{er} avril 2021, le comité de gestion de l'Onem a rendu un avis partagé sur le projet d'arrêté royal. En effet, les organisations syndicales se sont positionnées en faveur du projet, tandis que les organisations patronales ont émis un avis négatif, car le projet ne comporte pas d'explication sur le cadre plus large dans lequel l'adaptation de la dégressivité se justifie.



5. Estimation budgétaire

En vue de l'avis sur le projet d'arrêté royal, les services de l'Onem ont rédigé des notes préparatoires, incluant une estimation de l'incidence budgétaire. Cette estimation est tout à fait opportune pour évaluer l'incidence budgétaire de la proposition de loi.

Première étape de l'estimation : la taille du groupe cible a été délimitée comme suit :

- (1) nombre de naissances en 2019 : 115.565 (source : Statbel) ;
- (2) nombre de femmes appartenant à la catégorie d'âge 20-44 ans en 2019 : 1.811.054 (source : Statbel) ;
- (3) nombre de femmes au chômage complet appartenant à la catégorie d'âge 20-44 ans : 66.484 (source : Onem) ;
- (4) ratio (3)/(2), exprimé en pourcentage : 3,67 % ;
- (5) estimation du nombre de femmes au chômage en repos de maternité par an : $4.242 = (4) \times (1)$.

Deuxième étape : la répartition du groupe cible entre les différentes phases de la période d'indemnisation a été déterminée en tenant compte du fait que la part des bénéficiaires dans la première phase de la période d'indemnisation est limitée par l'effet de la protection légale contre le licenciement pendant la grossesse.

Troisième étape : la différence entre le montant total des allocations moyennes avec et sans dégressivité a été calculée en fonction de la répartition du groupe cible. Une double hypothèse a été retenue à cet effet :

- un « gel » de la dégressivité pendant trois mois (selon les dispositions de la proposition de loi et du projet d'arrêté royal, seuls les mois complets seront pris en compte pour la durée de la prolongation) ;
- l'application de la catégorie familiale « cohabitant sans charge de famille » à l'ensemble du groupe cible (ce choix permet d'estimer les dépenses supplémentaires maximales prévues puisque la dégressivité des allocations est plus rapide pour cette catégorie).

À partir des éléments précités, l'Onem a estimé l'incidence budgétaire de la mesure (en vitesse de croisière) à 2.455.602 euros par an.

6. Conclusion

Les dépenses supplémentaires en matière d'allocations de chômage en raison du prolongement des phases de la période d'indemnisation de la durée du repos de maternité sont estimées à 2.455.602 euros par an lorsque la mesure aura atteint sa vitesse de croisière.



Advies bij het wetsvoorstel om de degressiviteit van werkloosheidsuitkeringen op te schorten tijdens het zwangerschapsverlof (DOC 55K1871)





1. Vraag om advies

Met toepassing van artikel 79, eerste lid, van het reglement van de Kamer heeft de commissie voor Sociale Zaken, Werk en Pensioenen op 7 mei 2021 aan het Rekenhof gevraagd de budgettaire impact te ramen van het wetsvoorstel van 18 maart 2021 tot wijziging van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering, teneinde voor zwangere vrouwen de degressiviteit van de werkloosheidsuitkeringen op te schorten tijdens het zwangerschapsverlof (DOC55 1871/001).

2. Huidige situatie

Overeenkomstig artikel 114 van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering (hierna: het Werkloosheidsbesluit) wordt het dagbedrag van de werkloosheidsuitkering van de volledig werkloze onder meer bepaald in functie van de werkloosheidsduur.

De werkloosheidsduur wordt uitgedrukt in vergoedingsperiodes die zijn opgedeeld in fases. Afhankelijk van de gezinscategorie waartoe de werkloze behoort, neemt het bedrag van de uitkering daarbij af in de tijd. Voor samenwonenden zonder gezinslast geldt bijvoorbeeld een snellere degressiviteit.

In een aantal situaties, omschreven in artikel 116 §2 van het Werkloosheidsbesluit, wordt de fase of deelfase van de vergoedingsperiode evenwel verlengd. Dit is onder meer het geval bij een tijdelijke volledige werkherhervatting van ten minste drie maanden of bij hervatting van studies met volledig leerplan, maar niet bij moederschapsverlof.

3. Wetsvoorstel

Volgens het wetsvoorstel moet een einde worden gesteld aan een discriminatie die in de huidige reglementering is vervat: de degressiviteit van de werkloosheidsuitkeringen blijft doorlopen tijdens het moederschapsverlof van 15 weken (d.i. het zwangerschapsverlof voor de geboorte, en het bevallingsverlof na de geboorte) terwijl de werkloze tijdens dat verlof niet kan worden geacht beschikbaar te zijn voor de arbeidsmarkt.

Met dat doel wordt aan artikel 116 §2 van het Werkloosheidsbesluit toegevoegd dat de fase of deelfase van de vergoedingsperiode waarin de werkloze zich bevindt wordt verlengd met de duur van het moederschapsverlof, of meer bepaald met de periode tijdens dewelke de betrokkene een moederschapsuitkering geniet.

In het voorstel is bepaald dat de wet in werking zou treden op de dag van de bekendmaking ervan in het Belgisch Staatsblad.

4. Ontwerp van koninklijk besluit

Het Rekenhof stelt vast dat er een ontwerp van koninklijk besluit voorligt dat inhoudelijk gelijkloopt met het wetsvoorstel. De minister van Werk heeft dat ontwerp op 24 maart 2021 voor advies overgemaakt aan de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening (RVA). Het ontwerp bepaalt dat de vergoedingsperiode zal worden verlengd met het moederschapsverlof voor uitkeringsaanvragen na 30 juni 2021.

Het beheerscomité van de RVA heeft op 1 april 2021 over het ontwerp van koninklijk besluit een verdeeld advies verstrekt: de werknemerszijde adviseerde positief, de werkgeverszijde negatief omdat bij het ontwerp een toelichting ontbrak over het bredere kader dat de aanpassing van de degressiviteit verantwoordt.

2/3



5. Budgettaire raming

Voor het advies over het ontwerp van koninklijk besluit hebben de diensten van de RVA voorbereidende nota's opgemaakt, waaronder ook een raming van de budgettaire impact. Die raming is onverkort dienstig voor de budgettaire impact van het wetsvoorstel.

In een eerste stap van de raming werd de omvang van de doelgroep als volgt afgelijnd:

- (1) aantal geboortes in 2019: 115.565 (bron: Statbel)
- (2) aantal vrouwen in de leeftijdscategorie 20-44 jaar in 2019: 1.811.054 (bron: Statbel)
- (3) aantal volledig werkloze vrouwen in de leeftijdscategorie 20-44 jaar: 66.484 (bron: RVA)
- (4) procentuele verhouding van (3) ten opzichte van (2): 3,67%
- (5) geraamd aantal werklozen in moederschapsverlof per jaar: $4.242 = (4) \times (1)$

In een tweede stap werd de spreiding van de doelgroep over de verschillende fasen van de vergoedingsperiode bepaald. Daarbij is in rekening gebracht dat het aandeel gerechtigden in de eerste fase van de vergoedingsperiode wordt beperkt door het effect van de wettelijke ontslagbescherming tijdens de zwangerschap.

In een derde stap werd volgens de spreiding van de doelgroep het verschil berekend tussen het totaalbedrag van de gemiddelde uitkeringen met en zonder degressiviteit. Daarbij werd uitgegaan van een dubbele hypothese:

- een "bevriezing" van de degressiviteit gedurende drie maanden (volgens de bepalingen van het wetsvoorstel en van het ontwerp van koninklijk besluit zal er voor de duur van de verlenging slechts rekening worden gehouden met volledige maanden);
- een toepassing van de gezinscategorie "samenwonende zonder gezinslast" voor de volledige doelgroep (wegens de snellere degressiviteit van de uitkering voor die categorie worden op die manier de maximaal te verwachten meeruitgaven geraamd).

Op basis van de voornoemde elementen heeft de RVA de budgettaire impact van de maatregel (op kruissnelheid) op 2.455.602 euro per jaar geraamd.

6. Conclusie

De meeruitgaven voor werkloosheidsuitkeringen door de fasen van de vergoedingsperiode te verlengen met de duur van het moederschapsverlof worden geraamd op 2.455.602 euro per jaar als de uitvoering van de maatregel op kruissnelheid is.